



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 8 avril 2022

Distribution alimentaire :

il n'y a qu'UNE réalité économique, l'ignorer est tout simplement irresponsable !

A nouveau réunis en comité de suivi des relations commerciales hebdomadaire, la FNSEA et Jeunes Agriculteurs en sortent abasourdis et en colère devant le comportement de certains distributeurs ! En effet, une semaine après la signature de la charte, certaines enseignes sont prêtes à bafouer son contenu sans aucun scrupule.

Tandis que les hausses du prix des matières premières agricoles sur les marchés se poursuit dans toute l'Europe, la France serait le seul pays, où il faut attendre des semaines pour qu'une partie seulement de l'augmentation de ces charges soit répercutée dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire ? Nous appelons tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire à être responsables et à la hauteur de la mission qu'est la nôtre, à savoir nourrir nos concitoyens !

Les ministres l'ont rappelé : l'inflation alimentaire en France est deux fois inférieure à celle constatée dans le reste de l'Europe. Dans certains pays, elle atteint même 10 à 12 %, là où la répercussion des hausses de charges est plus réactive. En France, pendant très longtemps, nous avons assisté à des baisses de prix systématiques en magasins : selon l'institut IRI, entre 2013 et 2021, la baisse des prix alimentaires a été de 8 % (soit -1 % par an). Deux phénomènes changent littéralement la donne : la reprise économique post-Covid et depuis le 24 février la guerre en Ukraine. La responsabilité des acteurs de la chaîne alimentaire est celle d'approvisionner les Français. Il est scandaleux que certains distributeurs veuillent détricoter des dispositifs de la loi EGalim 1 ou relancer des schémas promotionnels du passé !

Le nouveau contexte économique créé par la guerre en Ukraine impose une renégociation immédiate si l'on veut assurer la continuité des approvisionnements alimentaires. Celle-ci passe par une rémunération de chacun des maillons à sa juste valeur, à commencer par les producteurs, EGalim 2 le rappelle : toutes les hausses de coûts de production agricole sont sécurisées dans le prix jusqu'au bout de la chaîne. Il ne peut pas en être autrement, les chiffres sont là et se traduisent déjà dans les factures reçues par les agriculteurs. Mais la hausse des coûts des industriels (emballages, énergie, transport...) ne doit pas être oubliée.

- La hausse de l'alimentation animale, tirée par la hausse des cours des céréales et des oléoprotéagineux, atteint + 45% (sur un an) ;
- Les autres composantes des coûts de production agricoles augmentent très fortement aussi : engrais (+ 82 % sur un an), solutions azotées (+ 260 % sur un an), GNR (+ 83 % sur un an), électricité (+ 300 % sur un an), gaz (+ 80 % sur un an) etc...

Ces hausses ne vont pas s'arrêter de sitôt : le retournement des marchés n'est pas à l'ordre du jour. Dans ces circonstances, quel cynisme de la part des distributeurs que d'exiger dès maintenant de revoir les prix à la baisse dans quelques mois ! Et que dire des distributeurs qui expliquent à la filière volailles qu'il faudra attendre plusieurs semaines pour conclure des hausses de tarifs : quel mépris, en pleine crise de l'influenza aviaire, à l'encontre des éleveurs dont la détresse psychologique est forte. Les réponses de certaines enseignes sont, par conséquent, en tous points irresponsables !

La FNSEA et JA alertent avec solennité sur la gravité de la situation : il en va de la pérennité de nos productions agricoles. La décapitalisation du cheptel bovin (lait et viande), la réduction de la production de volailles de chair, de foie gras, d'œufs liée à l'influenza aviaire, les aléas climatiques tels que le gel et l'inflation généralisée des intrants imposent la pure réalité économique : il faut payer les produits à leur juste valeur. Longtemps les distributeurs sont aller chercher des produits moins chers en dehors de nos frontières, ça ne peut plus être leur échappatoire ! C'est bien de notre souveraineté alimentaire et de notre production agricole qu'il faut pérenniser aujourd'hui ! Au moment où l'ONU annonce un ouragan de famine dans de très nombreux pays du monde, tous les acteurs de la chaîne alimentaire doivent faire preuve de civisme et de responsabilité.

Contacts presse :

FNSEA : Sabri Derradji – sabri.derradji@reseaufnsea.fr – 06 21 16 80 84
JA : Gaëtan Labardin – glabardin@jeunes-agriculteurs.fr - 07 86 22 90 67